

# «Les femmes sont le «Tiers-monde» de notre économie»

**L**e Conseil du statut de la femme organise, les 29 et 30 octobre prochain, un forum sur les questions économiques ouvert à toutes les femmes intéressées. S'agit-il d'une mobilisation inutile, gratuite, étant donné la position apparemment de plus en plus précaire du Conseil sur l'échiquier gouvernemental ? Ou faut-il plutôt voir là une occasion appréciable d'amorcer collectivement une stratégie d'intervention économique féministe ?

Pour mieux cerner les intentions du CSF, j'ai rencontré Claire Bonenfant, qui terminera en décembre son mandat de cinq ans à la présidence de l'organisme.

**LA VIE EN ROSE** : Pourquoi ce forum, et à ce moment-ci ?

**CLAIRE BONENFANT** : Nous avons voulu marquer le dixième anniversaire du Conseil et, en tant qu'événement, la formule forum nous a paru intéressante parce que ce qui manque au Québec depuis quelques années, ce sont les manifestations de force des femmes. Ce qui ne signifie nullement que le féminisme est terminé ; mais il a pris une autre forme. Il y a comme un repli sur les démarches individuelles.

**LVR** : Un repli souvent trompeur puisqu'on a souvent tendance - du moins dans les médias - à dire que le féminisme n'est plus nécessaire et que les grandes batailles sont maintenant gagnées. Ce qui est faux...

**CB** : Voilà ! C'est pour ça qu'on a décidé, au Conseil, de revenir sur la place publique et de faire des constats. Un de ces constats est que la production visible et invisible des femmes dans la société est loin d'être reconnue : on est en train d'occulter toute notre production sociale. Le terme «production sociale» est employé volontairement - et nouveau dans le langage du Conseil. Ça inclue l'économie informelle, c'est-à-dire la production des biens par les femmes pour la survie de la famille et pour l'entretien de la force de travail des autres qui font, eux, du travail rémunéré. C'est ce qu'Illich appelle l'économie fantôme. Ça inclut également la production des femmes sur le marché du travail.

Ce forum-là, au lieu de diviser les femmes en deux catégories, celles qui sont au foyer et celles qui sont sur le marché du travail, veut trouver un dénominateur commun en faisant ressortir l'importance de cette production et l'ignorance des gouvernements, des dirigeants. Une ignorance d'autant plus inadmissible que cette production souterraine est la base de notre économie. Enlevons toute cette économie souterraine et notre économie officielle ne peut plus fonctionner. Les femmes, par leur force de travail dans les foyers, par le bénévolat, par la double tâche, soutiennent l'économie. Toute l'économie, aussi bien capitaliste que socialiste.



LVR : Il se trouve pourtant des analystes pour prétendre que nous avons fait des progrès.

CB : Mais voyez-vous, nous avons beau avoir acquis une certaine éducation, une certaine liberté sexuelle, et avoir moins d'enfants, nous sommes toujours au même point. Pire, on constate des reculs. Des secteurs où nous étions en force, comme la santé ou l'éducation, sont à présent ceux où les jobs à temps complet vont surtout aux hommes - et nous devons nous rabattre sur le temps partiel. Au fond, nous autres les femmes, nous sommes vraiment le Tiers-Monde de notre économie.

LVR : Comment situez-vous cette nouvelle réflexion du Conseil par rapport à la politique d'ensemble sur la condition féminine rendue publique à la fin des années 70?

CB : Il y a cinq ans, le rapport *Égalité et indépendance* faisait un constat général de la misère de la condition féminine au Québec. Avec la politique d'ensemble, nous en étions au «B A, BA» de la conscience féministe, avec des recommandations qui s'adressaient parfois au gouvernement, parfois aux corps intermédiaires, parfois aux femmes elles-mêmes. Cette politique reste très valable. Mais avec le forum on essaie d'atteindre le vrai sens «d'Égalité et indépendance», c'est-à-dire mettre le focus sur les conditions économiques des femmes pour arriver à forcer la reconnaissance de leur apport économique.

Nous voulons rappeler que les femmes ont toujours été présentes dans l'économie québécoise, sur les fermes, dans les entreprises familiales, etc. Vous savez, il y a une expression que je n'aime pas : on dit que les femmes «sont allées sur le marché du travail», alors que c'est le marché du travail qui est venu les chercher. On a eu besoin des femmes, la société industrielle les réclamait. On a profité de leur conditionnement au service pour les sortir de leurs maisons... et les intégrer au secteur des services ! On en a profité aussi pour mal les payer, parce que leurs emplois étaient le prolongement des tâches qu'elles avaient toujours faites gratuitement.

Et qu'est-ce que la société a donné aux femmes en retour? Est-ce qu'on a changé quoi que ce soit à l'organisation sociale ? Les écoles sont toujours organisées comme si maman était à la maison à trois heures et demie. Il n'y a pas de cafétérias dans les écoles. La plupart des cliniques médicales ferment à cinq heures. Il n'y a pas assez de garderies. Les femmes sont toujours obligées de courir. Il est facile de dire qu'elles ne sont pas ambitieuses, qu'elles ne veulent pas de postes de cadres. Regardez comment travaillent les cadres, les ministres, etc. : jusqu'à des heures impossibles, sans se préoccuper de savoir qui fait le travail domestique, qui s'occupe des enfants...

LVR : Les femmes vont-elles embarquer dans cette démarche de forum ? On se souvient que des groupes ont, en participant à l'élaboration d'*Égalité et indépendance*, accordé une dernière chance au gouvernement. Et les résultats n'ont pas été terribles...

CB : Cette fois-ci, on ne leur demande pas de revendiquer des choses du gouvernement. Nous essaierons plutôt de voir ensemble comment nous pouvons contrôler le changement économique et technologique, et développer une espèce de synergie, de dynamisme qui nous aidera à agir sur la société, et nous fera accepter comme partie prenante de cette société. Cette réflexion va aussi alimenter les travaux de recherche du Conseil dans les années qui viennent.

LVR : Vous dites: nous ne quémanderons plus...

CB : Non. On a un gouvernement qui n'a pas su se donner une politique de la condition féminine. Faute d'en définir une, il a endossé *Égalité et indépendance*, ce qui était un non-sens. D'abord parce qu'*Égalité et indépendance* ne s'adressait pas seulement au gouvernement, mais aussi parce que c'était utopique pour un gouvernement incapable d'atteindre tous les objectifs énoncés.

Il aurait fallu qu'il choisisse quelques priorités, et surtout qu'il les intègre à travers tous les ministères. Qu'il dise : d'ici trois ans, nous allons réaliser ceci.

Le Conseil aurait eu ainsi une prise d'intervention sur le gouvernement et il aurait pu vérifier le suivi des priorités. Maintenant, tout ce que nous pouvons faire c'est crier tout le temps : la résolution 260 n'a pas été accomplie, le résolution 140 est sur le carreau, etc. C'est de la guérilla.

LVR : Croyez-vous que le Conseil soit mieux perçu qu'avant par les groupes de femmes?

CB : On ne peut pas mesurer scientifiquement la crédibilité actuelle du Conseil. Mais j'ai l'impression qu'il est mieux perçu, ne serait-ce qu'à cause des services qu'on nous demande : 1 000 téléphones par mois à Action-femmes, 700 contacts en deux mois avec les groupes de femmes à Consult-action, nos brochures constamment épuisées... On a beaucoup informé les femmes. Et pour moi, information signifie politisation, mobilisation.

LVR : Un bilan de mandat ?

CB : C'est encore un peu tôt. Mais je peux dire que j'ai un grand regret : selon moi, les femmes n'ont pas encore compris qu'elles étaient une force politique. Elles ont encore trop de choses à régler entre elles, en elles.

LVR : Vous ne craignez pas qu'une fois partie, on tente de vous remplacer par un instrument plus docile ? Quelqu'une qui vienne mettre le Conseil au pas ?

CB : C'est une tentation très forte de la part d'un gouvernement... mais je ne peux pas répondre pour les autres.

LVR : Allez-vous continuer d'agir sur la scène politique ?

CB : Si vous entendez par scène politique, me présenter comme députée, non. Mais si vous entendez engagement féministe, oui. Je ne disparaîtrai pas. La question des femmes est tellement universelle que - même si on m'envoie à la Régie des petits pois verts - je continuerai de m'en occuper.

HELENE LÉVESQUE